

Non Una Di Meno

11.02.201
7 | Nadia
De Mond



Il y a plus de trois mois, a surgi en Italie un nouveau mouvement féministe qui a surpris par sa taille, sa composition et sa radicalité. Les premiers signes de maturation d'une nouvelle génération féministe, avec ses propres codes d'expression et sa propre sensibilité politique, étaient déjà perceptibles au cours des deux dernières années avec les manifestations – en particulier à Rome, mais pas seulement – contre la remise en question du contenu de la loi sur l'avortement (la n°194), et en soutien aux luttes des femmes espagnoles qui s'étaient mobilisées contre le projet de loi anti-avortement du ministre Gallardón.

Cette fois, l'inspiration est venue des mobilisations féministes internationales contre la violence de genre dans de nombreux pays d'Amérique latine, en faveur de l'équité salariale en Islande, pour l'avortement en Pologne... qui ont ravivé le désir de répondre à une situation de violence structurelle contre les femmes, qui est typique de ce pays, et dont la mort d'une femme tous les trois jours aux mains de maris, de petits amis et d'ex n'en est que la manifestation la plus visible.

Ainsi, de la confluence des pratiques des collectifs de jeunes féministes et de l'expérience de centres d'accueil pour femmes battues, gérés par des femmes, au cours de la journée du 25 novembre, a surgi un appel à la mobilisation nationale comme point de départ d'un discours qui en est venu à dénoncer toutes les formes de violence structurelle contre les femmes. L'appel, intitulé *Non Una di Meno*, a été accueilli avec enthousiasme dans plusieurs villes, où des assemblées préparatoires de la manifestation ont été autoconvoquées, et dans lesquelles se sont retrouvées un grand nombre de femmes, organisées ou non, avec une prédominance de la dernière génération.



Le 26 novembre, au moins 150 000 femmes, personnes LGBTIQ et quelques hommes solidaires ont pris les rues dans une marée impressionnante qui a débordé les artères de Rome, une vague auto-organisée, pleine d'énergie et de volonté de changer le monde, sans le soutien des structures traditionnelles de la gauche, dans un esprit unitaire et inclusif des organisations anti-racistes, anti-patriarcales, LGBTIQ. Un mouvement sans aucun doute hostile aux gouvernements du Parti démocratique (d'abord de Renzi puis de Gentiloni) du fait de ses attaques contre l'école publique, les conditions de vie des travailleurs et des précaires, contre l'auto-détermination des femmes (voir l'initiative "Fertiliday" de la ministre Lorenzin), du fait de l'absence de financement des centres d'accueil et de refuge, du fait des politiques de soit-disant accueil des immigrants dissimulant une exploitation barbare de leur travail... mais qui ne se reconnaît dans aucune autre expression politique ou syndicale.

Cette manifestation, qui a dépassé toutes les attentes, a été suivie d'une journée d'élaboration des contenus de la mobilisation, avec une assemblée organisée en huit tables thématiques, qui ont examiné les différents aspects de la violence (hétéro)patriarcale : du cadre juridique légal à la violence économique, au travail et dans les services sociaux ; de l'éducation sexiste à l'école aux médias ; des pratiques de fuite devant la violence au droit à la santé sexuelle et reproductive ; de la violence structurelle subie par les femmes migrantes au machisme au sein des mouvements. A cette assemblée participèrent 1500 femmes venues de toute l'Italie. Cette élaboration permettra ensuite de préparer un plan féministe d'en bas contre la violence qui s'opposera à celui que projettent les organismes gouvernementaux et qui sera présenté en juin.

Pendant ce temps, Non Una di Meno a fait sien l'appel du mouvement Ni Una Menos argentin à une grève internationale des femmes à l'occasion du 8 mars 2017. Une journée dans laquelle nous disons que « si nos vies ne valent pas, nous ferons grève », nous ne produirons pas, nous ne pratiquerons pas de soins ou d'attention, nous ne consommerons pas, nous cesserons d'observer les comportements de genre que vous nous avez imposés.

Galvanisés par la grande manifestation le 26 novembre, dans laquelle des dizaines de milliers de jeunes filles – et jeunes garçons –, sont descendus dans la rue pour la première fois, le mouvement s'est ensuite articulé dans des assemblées locales qui se consacrent à approfondir les thèmes des tables nationales et la préparation de la grève des femmes du 8 mars prochain dans leurs zones respectives.

Une deuxième assemblée nationale, qui vient de se terminer à Bologne week-end dernier (4-5 février), a défini une plate-forme – résultat des discussions tenues dans les tables – et les modalités de la grève : choix des lieux symboliques pour des *flash mobs*, soutien aux travailleuses précaires et sans défense au moyen d'actions de dénonciation, un symbole unique (couleurs noir et fuchsia, *matrioshkas*) à exposer et porter partout pour exprimer l'adhésion à la grève par celles qui n'auront pas la possibilité matérielle de quitter leur lieu de travail et tenue d'assemblées dans les lieux de travail et les écoles pour bloquer l'activité scolaire et discuter de la violence.

Un lieu d'appel sera fixé dans les places centrales de toutes les villes à la fin de l'après-midi, où se réaliseront des connexions nationales et internationales les manifestantes, suivies par des cortèges nocturnes dans certaines villes du type « la sécurité dans les rues est faite par les femmes qui les parcourent ».

Tout en veillant jalousement à l'autonomie du mouvement, Non Una di Meno a invité et lancé un défi à tous les syndicats, confédéraux et de base, pour qu'ils participent à la bataille, en appelant formellement à une grève de 24 heures, la seule façon pour que les travailleuses salariées puissent faire grève avec la couverture légale nécessaire. Seuls ont répondu positivement certains syndicats de base, quoique sans s'engager pleinement, tandis que la CGIL a décidé de NE PAS adhérer, appelant à la place ses bases à tenir des assemblées sur le sujet.

Ce nouveau mouvement féministe, qui exprime un rejet radical du monde dans lequel nous vivons, tire sa force de la combinaison d'actions de protestation massives avec des pratiques féministes capillaires d'autogestion et d'entraide, dans les centres d'accueil et de refuge, dans les programmes d'éducation à la différence, dans des collectifs d'étudiantes et des espaces occupés qui visent à construire une société libérée du sexisme, du racisme et l'homo-lesbo-transphobie, et qui échappe à la logique du marché capitaliste.

Il se sent faire partie d'une vague – sera-ce là la fameuse troisième vague ? – de protagonisme des femmes qui parcourt la planète qui dénonce les politiques misogynes et d'exclusion d'un système qui a perdu toute crédibilité.

C'est le premier mouvement de masse qui parvient à faire reculer le sentiment d'impuissance et la couche de passivité qui semblait avoir envahi l'Italie depuis que le centre-gauche de Renzi est arrivé au pouvoir, promettant de moderniser le pays, de relancer l'économie, de renouveler la classe politique et d'aligner l'Italie avec les niveaux d'efficacité européens. Espérons que ce mouvement, sans précédent par sa capacité d'auto-organisation et dirigé par une nouvelle génération de femmes, pourra se consolider et générer l'impulsion nécessaire à sa relance

des mouvements sociaux dans le sens le plus large.

(Article publié dans la revue espagnole *Viento Sur*, trad. : MP)

* * * *



8 points pour le 8 mars

Ceci est la plate-forme politique formulée par les 2.000 personnes réunies en assemblée nationale à Bologne les 4 et 5 février, qui ont poursuivies leurs travaux sur le plan féministe contre la violence et qui organisent la grève des femmes du 8 mars appelée dans plusieurs pays dans le monde. Les huit points expriment le rejet de la violence sexiste sous toutes ses formes : l'oppression, l'exploitation, le sexisme, le racisme, l'homophobie et la transphobie.

Le 8 mars, nous croiserons les bras et nous interrompons toute activité productive et reproductive : la violence masculine contre les femmes ne se combat pas avec des peines plus sévères – comme l'emprisonnement à vie pour les auteurs de féminicides actuellement en discussion au Parlement – mais par une transformation radicale de la société. Une fois de plus, nous descendrons dans les rues de toutes les villes, en organisant des défilés, des assemblées dans l'espace public, des manifestations créatives.

Nous ferons grève pour affirmer notre force. Nous réitérons une nouvelle fois notre appel à tous les syndicats pour qu'ils convoquent pour cette journée une grève générale de 24 heures, pas une heure de moins, et nous demandons aux confédérations, en particulier à la CGIL, qu'elles répondent publiquement au sujet de l'appel à la grève générale.

Pourquoi nous faisons grève

La réponse à la violence est l'autonomisation des femmes

Nous ferons grève contre la transformation des refuges pour les femmes battues en services d'assistance. Les centres sont et doivent rester des espaces laïques et autonomes de femmes, des lieux féministes qui lancent des processus de transformation culturelle afin de modifier les dynamiques structurelles d'où découlent la violence machiste contre les femmes et la violence de genre. Nous rejetons le soi-disant Code Rose dans son application institutionnelle et toute intervention répressive et d'urgence. Nous voulons que dans l'élaboration de toute initiative de lutte contre la violence participent activement les centres de refuges.

Sans l'effectivité des droits, il n'y a pas de justice ni de liberté pour les femmes

Nous ferons grève parce que nous voulons la pleine application de la Convention d'Istanbul contre toutes les formes de violence masculine envers les femmes, de la violence économique au harcèlement sexuel sur le lieu de travail, en passant par la violence psychologique et celle qui se perpète sur Internet et les réseaux sociaux. Nous voulons que les femmes aient un accès rapide à la justice, avec des mesures de protection immédiates pour toutes, avec ou sans enfants, citoyennes ou étrangères vivant en Italie. Nous voulons la garde exclusive des enfants à la mère quand le père utilise la violence. Nous voulons des opérateurs et des opératrices formés au droit pour que les femmes ne soient pas revictimisées.

Sur notre corps, sur notre santé et sur notre plaisir, c'est nous qui décidons

Nous ferons grève parce que nous voulons l'avortement libre, sûr et gratuit, l'abolition de l'objection de conscience. Nous ferons grève contre la violence obstétricale, pour un accès complet au RU486, avec 63 jours d'absence de règles et en hôpital de jour. Nous ferons grève contre la stigmatisation de l'avortement et la levée des sanctions sur les femmes qui avortent en dehors des procédures prévues par la loi à cause de la quantité élevée d'objections : parce que chacun* puisse exercer sa capacité d'autodétermination. Nous voulons surmonter le binarisme de genre, pour plus d'autoéducation sur la contraception et la prévention des maladies sexuellement transmissibles, pour des consultations ouvertes aux besoins et aux désirs des femmes et à la subjectivité des personnes LGBTQI, indépendamment de leur situation économique et physique, de leur âge et de leur passeport.

Si nos vies ne valent pas, en grève !

Nous ferons grève pour revendiquer un revenu d'auto-détermination, pour nous libérer des relations violentes, pour résister au chantage de la précarité, parce que nous n'acceptons pas d'être obligées de travailler à chaque moment de notre vie ; un salaire minimum européen, parce que nous ne sommes plus disposées à accepter des salaires de famine, ni qu'une autre femme, souvent migrante, soit mise au travail dans les maisons et fournisse des soins/de l'attention en échange d'un sous-salaire ; un *welfare* pour toutes et tous, organisé à partir des besoins des femmes, pour nous libérer de l'obligation de travailler toujours plus et plus intensément pour reproduire nos vies.

Nous voulons être libres de nous déplacer et de rester. Contre toute frontière : permis, asile, droits, citoyenneté et jus soli

Nous allons faire grève contre la violence des frontières, des centres de détention, des déportations qui entravent la liberté des migrants, contre le racisme institutionnel qui soutient la division sexuelle du travail. Nous soutenons les luttes des migrant-e-s et toutes les subjectivités LGBTQI contre la gestion et le système sécuritaire de l'accueil. Nous voulons permis de séjour inconditionnel, détaché du travail, des études et de la famille ; l'asile pour tous les migrants qui ont subi la violence ; la citoyenneté pour toutes celles et tous ceux qui sont nés et ont grandi dans ce pays et pour tous les migrants et migrantes qui vivent et travaillent ici depuis des années.

Nous voulons détruire la culture de la violence par la formation

Nous ferons grève pour que l'éducation aux différences soit pratiquée de la crèche à l'université, pour faire de l'école publique un vecteur crucial dans la prévention et la lutte contre la violence masculine contre les femmes et toutes les formes de violence de genre. Une promotion générique de l'égalité des chances ne nous intéresse pas, mais nous voulons cultiver un savoir critique envers les relations de pouvoir entre les genres et sur les modèles stéréotypés de la féminité et de la masculinité. Nous feront grève contre le système éducatif de la "Buona Scuola" (loi 107), qui détruit la possibilité que l'école soit un laboratoire de citoyenneté capable d'éduquer des personnes libres, heureuses et autodéterminées.

Nous voulons faire de la place pour les féminismes

Nous ferons grève parce que la violence et le sexisme sont des éléments structurels de la société qui n'épargnent pas non plus nos espaces et collectivités. Nous ferons grève pour construire des espaces politiques et physiques transféministes et antisexistes dans les territoires dans lesquels se pratiquent la résistance et l'autogestion, des espaces libérés des hiérarchies de pouvoir, de la division sexuée du travail, des harcèlements. Nous construisons une culture du consensus, dans laquelle la gestion des épisodes de machisme ne soit pas seulement de la responsabilité de quelques-uns, mais de toutes et tous ; nous expérimentons de formes transféministes de socialité, de soin/attention et de relation. Nous ferons grève pour que le féminisme cesse d'être un sujet spécifique et devienne une lecture globale de l'existant.

Nous rejetons les langages sexistes et misogynes

Nous ferons grève contre l'imaginaire médiatique misogyne, sexiste, raciste, qui discrimine les lesbiennes, les gays et

les trans. Nous inversons la représentation des femmes subissant la violence comme victimes complaisantes et la représentation de nos corps comme des objets. Nous agissons par tous les moyens et dans tous les médias pour communiquer nos paroles, nos visages, nos corps rebelles, non stéréotypés et riches de désirs inouïs.

Si nos vies ne valent pas, nous faisons grève.

#NonUnaDiMeno #LottoMarzo

Le 08/02/2017

Source : <https://nonunadimeno.wordpress.com/2017/02/08/8-punti-per-18-marzo-non-unora-meno-di-sciopero/>

Trad. : MP

Note du traducteur :

Soin et attention.

Dans plusieurs langues, un seul mot permet de regrouper ces différentes activités (ou ces variantes de la même) : le Care en anglais, la Cura en italien, le Cuidado en espagnol. En français, aucun mot n'est satisfaisant : prodiguer des soins et être attentionné, ce n'est pas la même chose.

Le thème du Care est souvent porté par les féministes ou néo-féministes (d'abord anglo-saxonnes) parce qu'il est, ou serait, une activité particulièrement sexuée et réservée historiquement aux femmes dans la division sociale du travail, comme travail (salaire : infirmières et autres soignantes, aides à domicile, auxiliaire de vie, maternelle, instits...) ou comme fonction, non reconnue comme un travail : s'occuper des enfants, les élever, s'occuper des anciens, des malades, de la famille... D'où le fait que les problématiques du Care sont liées à la fois avec celles de la reproduction (à tous les sens du terme : de la force de travail, de la société, de l'espèce...) et avec celle du genre.